

Groupe de travail IV « Le rôle des Parlements Nationaux »

objet : Document de Mme Renée Wagener, membre suppléant de la Convention
– Le cas luxembourgeois : Contrôle et influence de la Chambre des Député-e-s sur la politique européenne

Les membres du Groupe de Travail IV trouveront ci-joint un document de Mme Renée Wagener, Représentant du Parlement luxembourgeois, membre suppléant de la Convention.

**Contribution de Mme Renée Wagener,
membre suppléante de la Convention**

Le cas luxembourgeois :

Contrôle et influence de la Chambre des Député-e-s sur la politique européenne

D'après la catégorisation d'Andreas Maurer, le parlement luxembourgeois appartient à la catégorie de ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas influencer la politique européenne de leurs gouvernements respectifs. Dans le système unicaméral luxembourgeois, la Chambre des Député-e-s ne peut ni fixer de marge de manœuvre, ni influencer formellement la position du Gouvernement dans ce domaine. Au-delà des exigences des traités (ratification, adhésion, association, ressources européennes, ...), l'action du parlement se limite en conséquence à l'organisation d'auditions et de débats, à l'élaboration de recommandations ou d'avis non contraignants, ainsi qu'à la transposition des actes communautaires en droit interne.

1. L'information

La procédure luxembourgeoise se base avant tout sur une politique d'information volontaire du gouvernement. Les propositions de textes communautaires, des notes explicatives sur le bien fondé des actes, des fiches d'impact et autres documents en provenance du gouvernement sont centralisés au niveau de l'administration de la Chambre des Députés. Les fiches d'impact du Gouvernement présentent les dossiers européens sous l'angle de leur impact probable sur le Luxembourg et visent à faciliter les débats au Parlement et à mieux saisir l'enjeux.

Aux textes gouvernementaux s'ajoutent les documents transmis directement par la Commission européenne, tel que le prévoit le Protocole sur le rôle des parlements nationaux du Traité d'Amsterdam. Après avoir évalué et trié les documents communautaires, le service responsable du parlement décide de transmettre ceux qui lui paraissent les plus pertinents à une ou plusieurs commissions parlementaires, voire à chacun des 60 député-e-s. Les documents transmis par

le gouvernement par contre sont tous présumés pertinents et communiqués sans tri aux commissions compétentes. Les commissions examinent alors les textes et décident de leur sort: classement, examen, rédaction d'un avis, dialogue avec le Gouvernement...

En pratique, une large majorité de documents ne sont ainsi transmis qu'à l'organe parlementaire spécialisé, c.-à-d. la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense, ainsi qu'à la Conférence des présidents des groupes politiques.

Précisons encore qu'au sein de l'administration parlementaire, il n'existe ni service, ni unité, ni même de fonctionnaire spécialisés dans les affaires européennes. Des doutes sur la pertinence du tri effectué sont donc permis. Afin d'y remédier, un projet actuellement en discussion prévoit de créer un poste de spécialiste responsable du flux de l'information européenne. Et un autre poste à pourvoir concerne la gestion des connaissances en général. Ces mesures restent évidemment insuffisantes, mais constituent un pas dans la bonne direction.

Un manque de personnel qualifié se découvre également au niveau des groupes politiques, auxquels le règlement n'octroie d'office qu'un seul poste de base, auquel s'ajoute une demie tâche par député. Vu cette allocation d'effectifs, les groupes politiques, et surtout les plus petits, sont absolument incapables de faire face à la technicité des informations européennes et à la quantité disponible.

2. La participation

Depuis 1999, dix ans après sa mise en place, la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense est associée plus étroitement à l'évolution de la politique européenne dans la mesure où elle est consultée non seulement avant et après les réunions du Conseil européen, mais aussi avant certaines réunions du Conseil Affaires Générales et régulièrement au cours d'une CIG. Elle entend surtout le Premier Ministre et le Ministre des Affaires étrangères. Depuis cette législature, la Commission invite également les députés européens à toutes ses réunions. Ils y bénéficient d'un droit de parole, mais pas de vote.

Les autres commissions spécialisées sont beaucoup moins impliquées dans les affaires européennes, demandent et reçoivent moins de documents et convoquent moins souvent leur Ministre sur des sujets européens. Ensuite, certains ministres viennent plus volontiers et plus régulièrement

s'entretenir avec leur(s) commission(s) que d'autres.

Il y a quelques années, on envisageait de créer une sous-commission « européenne » au sein de chaque commission spécialisée, afin de favoriser la gestion des informations et une prise de conscience de l'importance de la dimension européenne. Mais entre-temps, cette idée a été abandonnée au profit de la prédominance de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense.

3. Le cadre réglementaire

Les débats et consultations européens sont quasi exclusivement limités à la Commission des Affaires européennes et ses avis sont évidemment non contraignants pour l'exécutif, qui garde une liberté d'action des plus vastes. Ce qui est plus significatif, c'est que les consultations, tout comme les modes d'information, sont tout à fait informelles. Il n'existe aucun texte officiel qui fixe des procédures ou des obligations pour le Gouvernement. Ce *modus vivendi* fonctionne convenablement dans la mesure où le gouvernement est ouvert aux demandes du parlement, aussi bien aux niveaux de la mise à disposition d'informations, que de comptes rendus ministériels. Mais les demandes du Parlement en matière de contrôle de la politique européenne ne sont guère ambitieuses et le Gouvernement, en évitant un code de coopération formel, soutient une situation de « flou artistique ».

L'information et la consultation dépendent donc trop de la bonne volonté du Gouvernement, même si cette volonté semble satisfaisante pour le moment. Des déficiences importantes sont visibles et il faudra œuvrer avant tout pour l'instauration de procédures formelles et obligatoires.
